

Petits crédits, grands bénéficiaires

L'esprit d'entreprise fait rarement défaut aux pauvres, c'est plutôt le capital de départ qui pose problème. Des petites sommes d'argent peuvent avoir beaucoup d'impact. Un exemple en Afghanistan.

■ Par Kaspar Grossenbacher

Le district d'Istalif, situé à quelques heures de route au nord de la capitale Kaboul, a beaucoup souffert de la guerre civile: presque l'ensemble des 80'000 habitants de l'époque ont été chassés par les Talibans en 1998 parce qu'ils avaient sympathisé avec l'autre camp (l'Alliance du Nord). Leurs maisons ont été démolies, les plantations de fruits brûlées, les champs saccagés, les installations d'irrigation détruites. Les dégâts sont encore visibles aujourd'hui. Un voyageur aurait de la peine à croire que cette région était

auparavant renommée pour ses vignes, et qu'elle approvisionnait même les marchés des pays voisins avec ses produits agricoles.

La situation des quelque 40'000 personnes qui sont retournées chez elles depuis la fin de la guerre en 2001 est précaire. Les mesures d'aide d'urgence des organisations internationales, qui ont d'abord fourni des matériaux de construction, des outils agricoles et des semences, les ont bien aidées à surmonter les premiers mois après leur retour – en leur permettant d'installer un toit

provisoire au-dessus de leurs têtes – mais cela n'a généralement pas suffi pour construire une véritable base d'existence. Depuis, la situation ne s'est guère améliorée, d'autant que de nouvelles familles, qui ne peuvent plus bénéficier de l'aide d'urgence, continuent de revenir dans le district. Elles dépendent du soutien des premiers arrivants, bien qu'ils aient déjà de la peine à s'en sortir eux-mêmes.

Faire revivre l'économie grâce aux microcrédits

Les microcrédits offrent une possibilité d'aider durablement ceux qui reviennent chez eux. Avec sa bonne connexion au réseau routier, sa proximité avec Kaboul et son potentiel agricole, le district d'Istalif offre en effet un environnement idéal pour les petites entreprises de toutes sortes. Mais il manque des institutions de crédits accessibles à ceux qui reviennent. Ils n'obtiennent pas d'argent des banques car ils ne peuvent pas donner de garantie en échange. Pour y remédier, Helvetas appuie depuis l'année dernière la mise en place de systèmes de petits crédits en collaboration avec une organisation non gouvernementale locale (AREA). Ces crédits ne doivent pas seulement permettre de stimuler les activités économiques de la région, mais aussi d'augmenter le potentiel d'autonomie des communes.

Les conseils communaux religieux, les «shuras», jouent ici un rôle important, car ils garantissent l'ancrage nécessaire du projet dans les structures locales. Les conseils de chaque commune, composés de représentants des différents quartiers et hameaux, définissent les critères d'attribution des crédits, examinent les candidatures et contrôlent les remboursements avec l'organisation partenaire. Lors de l'attribution des petits crédits, une attention particulière est accordée aux groupes sociaux les plus défavorisés, par exemple aux femmes qui doivent subvenir seules aux besoins de leurs enfants, ou aux familles sans terre pour lesquelles ce nouveau départ est particulièrement difficile.

Plus qu'un gain matériel

Afin que le plus possible de personnes puissent bénéficier du programme de crédits, les candidats doivent se réunir dans des groupes de cinq à sept familles. Les membres du groupe paient un montant fixe dans la caisse d'épargne com-



L'Année Internationale du Microcrédit 2005

L'assemblée plénière de l'ONU a déclaré 2005 «Année internationale du micro-crédit». Les Nations Unies souhaitent mettre ainsi en lumière l'importante contribution des microcrédits dans les améliorations qu'ils peuvent apporter aux conditions de vie de populations défavorisées dans les pays en développement. Les microcrédits créent des emplois et des revenus, et encouragent parallèlement les initiatives et l'autonomie d'individus et de groupes. Ils constituent la base pour une croissance économique durable et ancrée localement. De plus, les systèmes d'épargne liés aux systèmes de microcrédits permettent aux participants d'assumer les dépenses les plus importantes – par exemple les frais de scolarité des enfants ou les frais de médecin – même lorsque les temps sont difficiles. Bien que les microcrédits commencent à intéresser les instituts financiers commerciaux, la demande reste beaucoup plus importante que l'offre; on estime ainsi que 90% des pauvres dans les pays du Sud n'ont pas accès aux crédits. C'est pourquoi l'Année du micro-crédit a aussi comme but de contribuer à l'extension des prestations de services micro-financières dans les pays en développement, par un travail de relations publiques et la promotion de partenariats stratégiques entre les acteurs étatiques et privés. (SB)



Dans le district d'Istalif, le commerce a repris grâce aux petits crédits: des bazars (en haut et en bas). Les conseils communautaires religieux («shuras») participent au projet et se chargent de l'implanter localement (au centre).



mune; le capital de départ ainsi constitué est la base pour l'attribution d'un crédit ainsi que le «bas de laine» en cas de problèmes imprévus. Le crédit est attribué à un membre du groupe; lorsqu'il est remboursé, l'argent «voyage» vers le prochain candidat. Cette organisation en groupes de crédits et d'épargne permet l'exercice d'un contrôle social et de maintenir un niveau élevé de remboursement.

Après une année de fonctionnement, le bilan du projet est positif: le programme de petits

crédits a permis de lancer diverses activités dans l'agriculture, dans l'artisanat local et le commerce. Les idées d'affaires ne manquent pas: un emprunteur s'est par exemple procuré des moutons comme capital de départ pour une boucherie qui marche très bien aujourd'hui; un autre a investi dans l'achat de laine afin de pouvoir bénéficier à nouveau d'un revenu minimum avec la confection de tapis.

Le programme de petits crédits a rapidement eu du succès auprès de la population locale. Les

gens apprécient le système de microcrédits car il permet de générer un revenu et du travail, mais aussi parce que les bénéficiaires du projets gagnent en autonomie et en responsabilités. Pour beaucoup d'Afghans, après des années de détresse et de dépendance de l'aide, ce dernier point est presque encore plus important que le gain matériel généré.

Kaspar Grossenbacher est coordinateur de programme pour le Kirghizistan et l'Afghanistan. ■

Du nettoyeur de chaussures à la petite entreprise

Abdul Jahil, cordonnier de métier, est l'une des quelque 150 personnes qui ont pu bénéficier de petits crédits dès le début du programme. Abdul Jahil est retourné dans son village dans le district d'Istalif avec sa femme et ses trois enfants il y a trois ans. Dans un premier temps, il avait plus ou moins remis sa maison en état avec le soutien d'un programme d'aide d'urgence, et s'était engagé comme nettoyeur et réparateur de chaussures. L'année passée, Abdul est devenu membre d'un groupe de crédits. Sa candidature pour l'ouverture d'un atelier de cordonnerie a été acceptée par le conseil.

Abdul Jahil est très satisfait de la façon dont les choses se sont passées jusqu'ici: «Le petit crédit représentait le gros lot pour moi. C'était très difficile pour ma famille de rassembler la somme de départ de 30 \$, et j'ai dû en emprunter une partie à mon frère. Mais cela a valu la peine. J'ai obtenu un crédit de 300 \$, avec lequel j'ai acheté du cuir, de la colle et des semelles. Depuis je vends entre 100 et 120 paires de chaussures par mois, à 4 \$ la paire. Nous avons désormais

tout ce qu'il faut pour vivre et il nous reste toujours un peu d'argent.»

Le programme de crédits n'a pas seulement permis à Abdul Jahil d'avoir une base d'exis-

Abdul Jahil exploite un atelier prospère; il peut rembourser son petit crédit sans difficulté.



tence. Il l'appuie aussi dans la gestion de ses affaires. «Le groupe se retrouve toutes les deux semaines pour discuter de la marche des affaires et des éventuels problèmes. Lors de ces rencontres, nous sommes soutenus par le conseiller d'AREA dans la préparation de nouveaux projets», dit Jahil.

Deux de ses fils l'ont rejoint pour travailler dans le petit atelier au milieu du village. Avec le surplus, Abdul Jahil s'est procuré une vieille machine à coudre qu'il a remise en état. Il a commencé à confectionner des vestes en cuir et a déjà trouvé un acheteur qui les écoule sur le marché à Kaboul. Dans l'atelier on trouve aussi une liste visible au mur, qui fait état des remboursements mensuels d'Abdul Jahil. «Je dois rembourser 20 \$ par mois durant un an et demi.» Cela représente en tout 60 \$ de plus que ce qu'Abdul a obtenu comme crédit. 30 \$ vont dans la caisse d'épargne du groupe et 30 \$ vont à AREA, qui peut étendre le programme grâce aux contributions des emprunteurs.